

Rapport moral

Assemblée Générale USEP 62 – 25/11/17 – Grenay

« *Je suis un admirateur de l'USEP et j'ai souvent eu l'occasion de le dire* ». Cette affirmation n'a qu'un intérêt limité lorsque je l'assène ; elle aura une tout autre portée lorsque je vous aurai dit qu'elle a été formulée par M. Blanquer à l'occasion du discours du ministre en marge de la Journée Nationale du Sport Scolaire de septembre dernier. Flatterie aurais-je dit si elle n'avait été suivie d'une seconde phrase reprise régulièrement depuis lors : « *à l'école primaire je souhaite que la pratique sportive soit dynamisée par le développement des associations sportives scolaires* » ou encore d'un tweet très relayé du ministre qui disait vouloir « *valoriser davantage les PE qui s'engagent dans l'USEP, association incontournable* ».

L'USEP, fédération sportive scolaire de l'école publique, secteur sportif de la ligue de l'enseignement, poursuit, malgré les turbulences, la mission qui lui a été confiée : celle de proposer à un maximum d'enfants une pratique d'activités sportives et associatives à l'école et autour de l'école.

Force est de constater, pour reprendre les conclusions du rapport de l'Inspection Générale de l'Education Nationale présidée par madame Debuchy, doyenne du groupe EPS, que si l'EPS est la troisième discipline en volume des programmes du premier degré, on est très loin du compte avec un volume effectif estimé en moyenne à moins d'une heure par semaine, et, très souvent, pris en charge par des éducateurs sportifs extérieurs. Le même rapport constate que plus il y a d'USEP, plus il y a d'EPS. Cela m'amène à penser qu'en développant le tissu associatif local USEP on développera l'EPS et, pour reprendre les mots de Mme Debuchy, « *limiter le décrochage de pratique physique ou plutôt en favoriser l'accrochage* ».

Quelle place l'USEP départementale peut-elle prendre dans ce projet ambitieux : elle contribue assurément à améliorer et à développer l'offre de pratiques physiques en complément de l'EPS ; elle rend effectives les passerelles entre l'école et le monde sportif pour plus de sport en général ; mais avant tout elle fait adhérer notre société par ses enfants à un style de vie actif et solidaire. Car il ne faut pas l'oublier : développer l'USEP ce n'est pas seulement développer la pratique sportive ; c'est avant tout participer à l'action globale de la ligue qui souhaite une République en action. Plus spécifiquement, pour son secteur sportif, il s'agit de répondre aux enjeux de société qui relèvent notamment de la santé, de la réussite scolaire, de la lutte contre toutes formes de discriminations et de la cohésion sociale. Et les bonnes habitudes, les bons comportements se forment dès le plus jeune âge.

Mais, s'il est essentiel que ce message soit réaffirmé, il ne suffit pas d'inscrire ce discours dans le marbre mais bien d'agir pour parvenir à ces objectifs. Et agir c'est créer les conditions pour l'enfant de vivre une citoyenneté en acte, de s'impliquer, de s'engager dans

un cadre associatif qui lui permette aussi de faire l'expérience du plaisir du geste sportif, du goût de l'effort, de l'enrichissement de la rencontre avec les autres.

Dans le département nous avons tous les atouts pour parvenir à ces objectifs : un conseil départemental qui investit massivement dans le sport et plus particulièrement dans les projets de l'USEP, une Direction Départementale de la Cohésion Sociale qui reconnaît nos actions de terrain, un réseau de collectivités territoriales qui non seulement accompagne mais bien souvent s'implique dans nos rencontres, à l'image du partenariat que nous avons noué ici même, à Grenay, l'an passé, dans le cadre d'un projet autour de la danse de création, et qui se traduira une fois de plus dans le prêt de structures sportives à l'occasion des prochaines usépiades que nous avons hâte de retrouver au stade couvert régional dans quelques jours. Nous pouvons aussi compter sur le lien fort qui s'est forgé au fil des années avec l'Education Nationale qui reconnaît l'engagement des professeurs des écoles dans l'USEP au travers notamment d'autorisation d'absence pour des formateurs USEP, ou encore d'une dotation en Indemnités Péri-Educatives qui, malgré un petit bug l'an passé, bug qui j'en suis certain ne sera qu'un mauvais souvenir cette année, une dotation donc qui reste très élevée en comparaison avec d'autres départements. Une éducation Nationale qui ne fait pas que reconnaître l'USEP mais en fait un partenaire incontournable dont l'action sera intégrée à un projet régional de développement du sport scolaire. Pour ma part, je suis assez réservé quant à l'obligation de créer, à l'image de ce qui est fait pour l'UNSS, une association USEP obligatoire dans chaque école ; je pense en effet que cela nuirait à un véritable engagement militant et n'aurait peut-être, à l'image d'une obligation d'enseigner l'EPS, pas les effets escomptés. Je milite davantage pour une plus forte reconnaissance de l'engagement d'acteurs volontaires de l'USEP, au travers de décharges de services partielles par exemple, comme cela existe déjà dans plusieurs départements.

En plus de ces atouts politiques et institutionnels, nous pouvons également compter sur le travail engagé avec les très nombreux comités sportifs qui ont compris que l'USEP n'était pas seulement un moyen d'entrer à l'école mais davantage un partenaire qui, au travers de son action, a vocation à faire que l'enfant pratique davantage, et qu'à un moment il puisse choisir de s'investir dans la pratique d'un sport en club.

Je ne parlerai évidemment pas d'un partenariat avec la ligue ou l'UFOLEP puisque nous sommes la ligue. Mais il faut toutefois souligner que tous les départements ne bénéficient pas tous du même regard approbateur de leur maison mère, et par exemple, d'un constat partagé que pour porter une action en complémentarité de l'école, il faut que son agent de développement soit un enseignant. Cela dépasse d'ailleurs le constat puisqu'il s'agit d'un engagement réaffirmé.

Mais le principal atout du département ne réside pas, je suis désolé chers amis de vous reléguer au second plan, dans ces multiples partenariats. Il s'inscrit avant tout dans l'engagement politique au sens noble du terme de très nombreux animateurs USEP qui font l'USEP sur le terrain, sans compter leur énergie et leur temps. Je le réaffirme donc : c'est au local que se joue l'USEP, c'est au plus près des enfants, dans les associations d'écoles que se développe l'implication en actes de ses licenciés. C'est pourquoi, pour faire suite à une

démarche participative, nous avons repris de très nombreuses et concrètes idées et propositions de terrain pour construire notre projet départemental de développement, projet qui vous parviendra dans sa version définitive dans les semaines à venir. Ce projet réaffirme la place première de l'association d'école ; l'association de coordination, l'USEP départementale sont bien au service des actions de terrain. C'est tout l'enjeu par exemple de développer et de valoriser les classes casquettes, à savoir la prise en charge intégrale de l'organisation d'une rencontre sportive et associative par une association d'école, et tout le travail de discussion, de négociation, de prise de décision, de responsabilisation, tous les apprentissages qui en découlent. C'est aussi ce qui a poussé le comité directeur à renforcer les aides directes et ciblées aux associations au travers des très nombreux coups de pouce. C'est encore la multiplicité des actions de formations en lien avec les conseillers pédagogiques et les comités sportifs qui visent à outiller les acteurs pour développer des rencontres complémentaires de l'EPS.

Certes le contexte, comment dire, très variable et instable des trois dernières années, rend difficile la cohérence d'un projet. Je veux bien évidemment parler de l'organisation du temps de l'enfant et d'une réforme initiale reconnue par de très nombreux chronobiologistes, pédagogues et pédo-psy comme essentielle. Jules Ferry, dans sa lettre aux instituteurs (17 novembre 1882), écrivait : *« il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons, il faut que leur caractère s'en ressente ; ce n'est pas dans l'école, c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger ce qu'a valu votre enseignement »*. Cette réforme dite des rythmes scolaires devait, comme le faisait Ferry, s'intéresser à l'enfant dans sa globalité et non au seul élève scolarisé. C'est pourquoi la ligue et plus particulièrement l'USEP soutenait cette nouvelle semaine de 5 jours, pourtant contre nos intérêts propres. Ce resserrement sur le Temps Scolaire dans notre département où les rencontres de HTS représentaient une part importante de notre activité ont en effet provoqué une baisse rapide de près d'un quart de nos licenciés, certains enseignants pensant que l'USEP, pour eux simple prestataire sportif, n'avait pas sa place en TS, imaginant que les élèves et les organisateurs de rencontres alors dites EPS étaient pris en charge par nos amis de l'OCCE. Pourtant notre discours départemental commun OCCE/USEP est très clair ; il devrait prochainement se traduire par un communiqué commun qui rappelle notre complémentarité : l'USEP a pour objet la vie associative pour la mise en œuvre de rencontres sportives, l'OCCE développe la vie coopérative dans l'école au service des apprentissages.

Ce bouleversement de l'aménagement du temps de l'enfant sur 5 jours a toutefois eu un effet bénéfique puisqu'une réflexion de tous les acteurs de notre mouvement sur ce qui fait la plus-value de l'USEP a émergé et rapidement chacun a su trouver de nouvelles marques et de nouveaux fonctionnements. Le département a notamment revu l'organisation de ses retours financiers aux associations par le biais de la création d'un bilan d'activité qui valorise les actions de TS qui s'inscrivent dans une véritable dynamique associative par exemple. Les effectifs se sont stabilisés, de nouvelles actions se sont développées, puis le nombre de licenciés a de nouveau augmenté.

Mais la mise en difficulté de nombreuses communes, notamment rurales, à développer un véritable projet éducatif de territoire qui s'appuie sur des temps d'activités périscolaires de qualité, les difficultés pour les familles à réorganiser leur emploi du temps, les difficultés pour les associations à trouver d'autres fonctionnements, les difficultés des enseignants qui ne sont pas qu'enseignants mais aussi des parents, des élus, des responsables associatifs, ont fait que, cette année, environ 2/3 des écoles du département sont repassés à la semaine des 4 jours. Sans prendre le recul indispensable et me recentrer sur l'intérêt général de l'enfant, j'avoue me retrouver dans certaines de ces difficultés d'organisation parce que moi aussi, le mercredi matin je suis occupé puisque j'ai USEP ! Et finalement si on ne met au centre de cette réforme que notre intérêt particulier ça nous arrange bien que le mercredi soit vaqué, même si cela bouscule fortement notre positionnement et notre engagement militant ! Même si nous pouvons continuer à affirmer l'intérêt pour l'enfant d'une semaine de 5 jours comme je le fais aujourd'hui, il va aussi nous falloir revoir notre propre organisation pour finalement revenir à ce que nous étions il y a trois ans. Enfin pas tout à fait car depuis nous avons développé de nouvelles rencontres départementales de TS par exemple auxquelles les usépiens ne sont pas prêts à renoncer, de nouvelles pratiques associatives que nous souhaitons continuer à soutenir... Pourtant il va nous falloir faire des choix sur lesquels nous reviendrons lors de la présentation du budget prévisionnel. Et ces choix devront s'appuyer sur d'autres actualités : le nouveau cycle 3 et la volonté de l'USEP62 de construire des actions communes avec l'UNSS comme précisé dans la toute récente convention UNSS/USEP, les changements politiques et le choix de mettre fin aux contrats aidés quitte à impacter très fortement l'action pourtant reconnue de très nombreuses associations dont la nôtre (je vous engage d'ailleurs à relayer la campagne de la ligue qui s'appelle d'utilité citoyenne), ou encore les JO 2024 à Paris qui ne sont pas une chance comme je l'entends souvent mais constitue une véritable opportunité. Le modèle olympique n'est pas notre modèle. Trop peu d'élus sont amenés à se retrouver dans la lumière des podiums. L'USEP n'a pas vocation à faire des champions olympiques ; d'autres le font bien mieux que nous. Notre projet vise à développer le sport pour tous, un sport de masse qui repose sur l'engagement des enfants. Toutefois l'USEP a sa place dans le projet olympique et paralympique Paris 2024. Nous nous reconnaissons dans les valeurs de l'olympisme, nous portons des activités multi-sports et développons, par exemple, des classes olympiques. Je reste également persuadé, lorsque je parle d'opportunité, que la volonté affichée d'un héritage sportif suite à ces événements de 2024, que l'événement en lui-même, mettront les pratiques sportives au cœur des projecteurs. Ce sera alors le moment, forts de notre expertise, de peser sur les acteurs institutionnels pour tenter de faire évoluer le modèle sportif français souvent recentré sur l'élitisme, de nous faire connaître, de nous faire reconnaître, en poursuivant une politique déjà engagée d'investir les nouveaux médias numériques, en diffusant plus largement notre identité pédagogique au travers de la formation et de notre très riche documentation pédagogique, mais surtout en poursuivant notre action au plus près des enfants et de leurs parents, impliquant chacune et chacun dans ce projet d'éducation aux valeurs humanistes, avec et par la pratique sportive et associative, pour développer, comme l'affirme l'UFOLEP dans leur slogan « *tous les sports autrement* », d'autres possibilités pour une pratique sportive qui se veut sociale.

Aussi, beaucoup de perspectives se développent et au nom du comité directeur de l'USEP62, je vous remercie de votre envie, de donner de votre temps, de votre engagement, de votre militantisme, de tout ce qui fonde les principes immuables de toute vie associative. Sans ses bénévoles, ces projets ne seraient que projets, ces perspectives qu'idées.

L'USEP 62 compte donc encore sur vous ! Vive l'USEP, vive l'USEP62.

Dominique Caron,
Président de l'USEP du Pas-de-Calais